

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PERRIN SA

102 RTE DE LYON
BP16
38510 Morestel

Références : 20260317-Is047-3SD

Code AIOT :

0100004017 Palenge 3

0003200244 : ITM Palenge

0006110208 : Cotte Ferré

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement PERRIN SA implanté Chemin de l'Epaux – 38510 Arandon-Passins. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERRIN SA
- Chemin de l'Epaux – 38510 Arandon-Passins
- Code AIOT :
0100004017 Palenge 3
0003200244 : ITM Palenge
0006110208 : Cotte Ferré

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'unité départementale de l'Isère de l'inspection des installations classées.

L'exploitation des installations de traitement de la carrière de Palenge est autorisée par l'arrêté préfectoral du 16/12/2016.

Ces installations sont utilisées principalement pour le traitement des matériaux issus des carrières de Palenge et Cotte Ferré situées à proximité sur la commune d'Arandon-Passins.

La carrière de Cotte Ferré est autorisée par l'AP du 12/05/2015 et l'APC du 02/07/2024, jusqu'en 2045. Le gisement est de 8.358.000 t, pour une production moyenne de 418.000 t/an et une production maximale de 650.000 t/an.

La carrière de Palenge 3 est autorisée par l'AP du 19/09/2023 pour une durée de 30 ans. Le gisement dépasse 10.000.000 t, pour une production moyenne de 350.000 t/an et une production maximale de 400.000 t/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 12	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Poussières	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 35.2	Sans objet
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 34.4	Sans objet
3	Bruits	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 37.1	Sans objet
4	vibrations liées aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 37.2	Sans objet
5	Mesure des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 2.1.2.	Sans objet
6	suivi de la nappe	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 3.4.2	Sans objet
7	Valeurs limites d'émergence	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.2.2	Sans objet
8	Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Niveau de crête de pression acoustique (tirs de mines)	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.2.4	Sans objet
10	Vibrations (liées aux tirs de mines)	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.3.2	Sans objet
11	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.2.1 et suivants	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de l'ITM de Palenge et des carrières de Cotte Ferré et Palenge par la société Perrin SA est conforme aux obligations fixées par la réglementation, notamment en matière de suivi des nuisances sonores et des tirs de mines, des retombées de poussières, de suivi des eaux souterraines. La présente inspection a permis de relever une non-conformité en matière de rejet au milieu naturel des résidus aqueux.

Le séparateur d'hydrocarbures doit être régulièrement entretenu, les eaux rejetées analysées.

Il est demandé à l'exploitation d'effectuer l'entretien du séparateur d'hydrocarbures et une analyse de qualité des eaux rejetées au milieu naturel, dans un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

CARRIERE DE COTTE FERRE

N° 1 : Poussières – Carrière de Cote Ferré

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 35.2
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 4 (dont un point de référence hors impact du site), sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées. Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées une fois par an, en période sèche, aux frais de l'exploitant, pendant une période continue de 20 jours et par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les paramètres suivants sont analysés : concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite). Le rapport évalue le risque sanitaire en comparant les valeurs mesurées aux valeurs guides de l'OMS et valeurs réglementaires françaises pour la fraction PM10 des poussières, et à la valeur d'exposition chronique de référence de l'OEHHA pour la concentration en silice cristalline. À la notification du présent arrêté : la valeur guide de l'OMS pour la concentration en PM10 est de 20 µg/m³ en moyenne annuelle ; la valeur limite à ne pas dépasser en PM10 est de 40 µg/m³ en moyenne annuelle (décret n° 2002-213) ; il existe un objectif de 30 µg/m³ en moyenne annuelle en PM10 (décret n° 2002-213). La valeur d'exposition chronique</p>

de référence publiée par l'OEHHA est de 3 µg/m³ pour la silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite). Il s'agit de la concentration pour laquelle aucun effet néfaste pour la santé des populations indéfiniment exposées à ce niveau de concentration n'est attendu. Ces valeurs pourront évoluer en fonction des évolutions de l'état des connaissances, des recommandations et de la réglementation.

Constats :

Le site de Cotte Ferré dispose d'une piste en enrobé, ce qui permet d'éviter le transport de boue et de poussière sur la voirie publique .

Un réseau de 4 capteurs de mesures des retombées de poussières a été installé dans l'environnement du site. Les campagnes de mesures sont trimestrielles. Les résultats des dernières années ne montrent pas de dépassement de la valeur limite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux souterraines - Carrière de Cote Ferré

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 34.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

34.4 - EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant surveillera au moyen d'au moins deux piézomètres l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Ces piézomètres seront implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site. Sur ces piézomètres sont réalisés :

- une fois par mois, le niveau piézométrique
- deux fois par an, à compter du remblaiement du site l'analyse des paramètres listés à l'article 34.4

Constats :

A noter que le piézomètre n°1 a été débouché depuis la dernière visite d'inspection (2020) et est opérationnel. Les niveaux de nappe sont calés en m NGF et relevés mensuellement, ils n'appellent pas d'observation, aucune analyse n'est effectuée pour l'instant en l'absence d'opérations de remblaiement de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruits - Carrière de Cote Ferré

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 37.1

Thème(s) : Risques chroniques, bruits

Prescription contrôlée :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence

<p>supérieure aux valeurs admissibles fixées. De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsque celle-ci est en fonctionnement, 70 dB(A) sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite. En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches ou habités par des tiers ou construits après la date de l'arrêté d'autorisation et implantés dans les zones destinées à l'habitation selon les documents d'urbanisme opposables. L'usage de tous appareils de communication aux tiers publiés par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention des incidents graves ou des accidents ou à la sécurité. Les avertisseurs de recul des engins de chantier sont de type « cri du lynx ». Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans le présent arrêté, puis renouvelé tous les cinq ans. En tant que de besoin, une fréquence de mesure plus importante pourra être demandée à l'exploitant par l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures de bruit doivent être effectuées tous les 5 ans, elles ont été réalisées en 2023 et n'appellent pas d'observation, aucun dépassement n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : vibrations liées aux tirs de mines - Carrière de Cote Ferré

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 37.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, vibrations liées aux tirs de mines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs d'abattage à l'explosif, et notamment les charges unitaires mises en œuvre, doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À cet effet, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés. Les tirs de mines sont interdits en période nocturne. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 4 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. ..Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour et aménagé en fonction des caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que des résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure d'alerte pour les tirs, comprenant notamment l'alerte de la mairie et des riverains par Sms.</p> <p>Les vitesses particulières lors des tirs de mine sont enregistrées et ne montrent aucun dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p>Plusieurs dépassements du seuil recommandé de 120 dB pour les surpressions aériennes ont été constatés vers le "coin de paradis". Ceci a conduit à la mise en place en 2023 d'un merlon anti-bruit, et d'une modification des plans de tir permettant de respecter ce seuil de 120 dB.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

CARRIERE DE PALENGE

N° 5 : Mesure des retombées de poussières – Carrière de Palenge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 2.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussières
--

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Le plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières. Sur la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant effectue une évaluation du risque sanitaire en comparant les valeurs mesurées aux valeurs guides de l'OMS et aux valeurs réglementaires françaises connues pour la fraction PM10 des poussières, et à la valeur d'exposition chronique de référence de l'OEHHA pour la silice cristalline. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées en continu (résolution horaire au minimum) par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Chaque année, l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Mesures complémentaires de prévention (visible en haut de l'image - probablement Article 2.1.1 ou paragraphe précédent) : les stockages de matériaux fins sont humidifiés par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite ; la mise en place d'un tapis de traitement des matériaux depuis le front d'extraction jusqu'à l'installation de traitement des granulats.</p>

Constats :

<p>Le plan de surveillance mis en place par l'exploitant sur la carrière de Palenge comprend des mesures trimestrielles et un bilan annuel.</p> <p>Les bilans des mesures réalisées n'appellent pas d'observations.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : suivi de la nappe - Carrière de Palenge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 3.4.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, suivi de la nappe

Prescription contrôlée :

<p>Les ouvrages sont déclarés sur la banque du sous-sol : https://dupsol.brgm.fr La surveillance comprend sur les 5 piézomètres : une mesure du niveau d'eau mensuelle ; une mesure semestrielle</p>

<p>des paramètres suivants : Les Hydrocarbures Totaux (HCT C10-C40) ; Le Carbone Organique Total (COT) ; Le Carbone Organique Dissous ; L'indice phénols ; Les Composés Organohalogénés Volatils (COHV) ; Les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ; Les 12 métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn) ; Les Composés Aromatiques Volatils (BTEX) ; Les Polychlorobiphényles (PCB) ; La fraction soluble ; Les chlorures ; La conductivité ; Le pH. Les fluorures ; Les nitrates ; Les sulfates. En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD X31-615 de décembre 2000. Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre : mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée ; communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La nappe est suivie sur le site de Palenge par un réseau de 5 piézomètres. Les analyses effectuées (mesures de niveau d'eau mensuelles et analyses de paramètres 2 fois par an) n'appellent pas d'observation. L'exploitant indique réfléchir avec son bureau d'études à un allègement du suivi du nombre de piézomètres, certains paraissant redondants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Valeurs limites d'émergence – Carrière de Palenge

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations classées ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles (zones à émergence réglementée) :</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures des émergences sonores sur le site de Palenge dans les zones à émergence réglementées sont effectuées tous les 3 ans, les dernières datent de 2023 et respectent les valeurs réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation d'exploitation – Carrière de Palenge

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation d'exploitation</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes :</p> <p>Niveau sonore limite admissible :</p> <p>Période de jour (7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés) 70 dB(A)</p> <p>Période de nuit (22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours fériés) 60 dB(A)</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures des niveaux sonores sur le site de Palenge sont effectuées tous les 3 ans, les valeurs en limite de périmètre ICPE datent de 2023 et respectent les valeurs réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Niveau de crête de pression acoustique (tirs de mines) – Carrière de Palenge

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de crête de pression acoustique (tirs de mines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter la gêne due aux tirs de mines, le niveau de crête de pression acoustique instantanée mesurée avec la pondération fréquentielle L ne doit pas dépasser la valeur de 120 dB(L) à proximité des habitations, après une période d'observation de 5 tirs par phase d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les ondes de surpression acoustiques respectent la valeur de 120 dB prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Vibrations (liées aux tirs de mines) – Carrière de Palenge

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations (liées aux tirs de mines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, toujours vers la même heure (fin de matinée). Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières supérieures à 5 mm/s mesurées sur les trois axes de la construction. Cette valeur est réduite à 3 mm/s pour les constructions les plus sensibles (habitations)...Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations (minimum 4 points de mesure). Un registre est tenu à jour pour chaque tir. Il doit indiquer : la date et l'heure de tir, les vitesses particulières, le lieu de l'enregistrement, l'onde de surpression aérienne, etc. Les sismogrammes recueillis sont conservés.</p>
<p>Constats :</p>

Les vibrations enregistrées lors des tirs de mines respectent les seuils réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Remblayage – Carrière de Palenge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.2.1 et suivants
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre de la remise en état de la carrière, le remblayage est autorisé dans les limites fixées à l'article 1.2.5 et suivant les plans 3b (variante haute ou basse). Le remblayage est réalisé avec les stériles d'exploitation et des déchets inertes. Il est réalisé de manière à assurer la stabilité physique du sol ainsi qu'un bon écoulement des eaux. L'exploitant s'assure que les remblais ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines. Le remblayage est réalisé afin de restituer autant que possible des pentes de talus périphériques compatibles avec une activité agricole...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matériaux de remblaiement acceptés sur le site de la carrière de Palenge (mélange terres/pierres) proviennent à 20% de chantiers de BTP locaux, à 80% de chantiers suisses, via une plateforme Vicat/Perrin située en France. L'exploitant dispose de l'ensemble des autorisations et documents de suivi nécessaires pour les mouvements transfrontaliers de déchets. Une procédure d'acceptation préalable est définie, chaque chantier fait l'objet d'un document d'acceptation préalable.</p> <p>Les camions sont contrôlés en bascule, et les matériaux remblayés sont identifiés par alvéoles. Si les matériaux ne sont pas conformes ils sont renvoyés sur le site ISDI Perrin de Morestel pour être triés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DE MATERIAUX DE PALENCE

N° 12 : rejets aqueux – ITM de Palenge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales et de lavage des camions rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MEST : 35 mg/l; • DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; • hydrocarbures totaux : 10 mg/l. <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Fréquences des mesures : Les mesures des eaux pluviales et des eaux issues du séparateur</p>

<p>d'hydrocarbures sont réalisées selon la fréquence pour les polluants énumérés ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; • si pendant une période d'un an au moins, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues ci-dessus, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; • si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés ci-dessus, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant au moins un an
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'analyses effectuées au niveau du séparateur d'hydrocarbures mis en place à proximité de la plateforme où se garent les engins de chantier. Ces mesures doivent être effectuées semestriellement. En fonction des résultats obtenus la fréquence pourra être annuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera réaliser des analyses de la qualité des rejets aqueux au niveau du séparateur d'hydrocarbures, et entretenir le séparateur, dans un délai de 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>